
Le 21-09-2019

[Télécharger ou imprimer au format PDF](#)



par le Bureau politique du Parti de la démondialisation

le 20 septembre 2019

De nombreuses mobilisations ont et auront lieu cet automne contre tous les nouveaux mauvais coups de Macron. Le Parti de la démondialisation soutient les initiatives qui sont prises pour combattre l'ennemi commun qui impose ces contre-réformes : le néolibéralisme et son bras armé, l'Union européenne.

Tout l'été le gouvernement et les députés de la majorité ont poursuivi leur travail de remise en cause de notre système social. La loi relative à l'organisation et la transformation du système de santé a été promulguée au Journal officiel le 26 juillet. Celle sur l'école de la confiance, est dans le Journal officiel du 28 juillet. La loi de transformation de la fonction publique est au Journal officiel du 7 août. Et bien sûr la ratification du CETA approuvée par les députés et en attente de l'approbation du Sénat. Autant de textes que le gouvernement a tenu à faire passer au cœur de l'été.

Le patronat n'est pas demeuré en reste lui non plus et les annonces de suppressions d'emplois dans la grande distribution se multiplient. General Electric, à qui Alstom a été bradé, a annoncé un plan social avec la suppression de 1 050 emplois sur le site de Belfort. Partout en France, au nom de la "compétitivité" on restructure ...

L'été n'a pas été calme pour autant. La lutte contre la réforme Blanquer a donné lieu à une mobilisation inédite jusqu'à début juillet, avec une certaine radicalité. Les services d'urgences ont renforcé et durci leur mouvement qui concerne actuellement 250 hôpitaux malgré les propositions insuffisantes faites par la ministre de la Santé - ou à cause des. Les pompiers professionnels aussi ont renforcé leur mobilisation pour défendre leurs conditions de travail et la sécurité de la population. Mais on constate une faible mobilisation contre la loi cassant la fonction publique, le gouvernement ayant trouvé face à lui une grande mollesse syndicale.

Le mouvement des gilets jaunes a marqué le pas sous les effets conjugués de la répression et de la lassitude, mais rien n'a réellement changé et les quelques concessions lâchées par le gouvernement n'ont rien résolu, quoiqu'en disent les médias. Ce qui fait que la mobilisation dans les groupes se maintient, avec des actions moins spectaculaire mais structurantes pour le mouvement.

La rentrée sociale de septembre a plusieurs caractéristiques

- Des mobilisations multiples et en ordre dispersé des organisations syndicales :
 - journée d'action nationale dans la Santé le 11 septembre à l'appel de la CGT.
 - journée de grève à la RATP le 13 septembre, à l'appel des syndicats UNSA, CGT, FO, CFE-CGC et SUD qui a surpris par son ampleur, inégalée depuis 2007, là encore contre la réforme des retraites de Sarkozy.
 - mobilisation nationale "historique" aux Finances publiques le 16 septembre qui est passée inaperçue dans la presse mais a rassemblé 36% du personnel, avec plus 60% dans certains départements, à l'appel des syndicats représentatifs (CGT, FO, CFDT, CFTC). Il est vrai que la quasi-totalité des 5 800 postes supprimés d'ici 2022, sera assumée par la direction générale des finances publiques.
 - journée d'action à EDF le 19 septembre ;
 - montée nationale à Paris des militants de FO le 21 septembre, sur les retraites, avec manifestation et meeting ;
 - journée nationale interprofessionnelle CGT-Solidaires de grèves et de manifestations le 24 septembre, sur les questions : emploi, salaires, retraites, services publics ;
 - nouvelle journée de manifestations très unitaires partout en France sur le pouvoir d'achat des retraités le 8 octobre.

- Globalement le syndicalisme subit les conséquences des ordonnances Macron-Pénicaud, avec la suppression des DP, des CE et des CHSCT, et une séquence électorale intense dans les boîtes du privé pour mettre en place les CSE. Comme prévu, moins de délégués élus provoque une réduction des moyens pour l'ensemble des organisations syndicales.

- La confirmation que le mouvement des gilets jaunes a du ressort et de l'avenir, avec la montée en puissance vers le 21 septembre et la préparation de l'assemblée des assemblées de Montpellier, fin septembre. Des organisations syndicales, comme la CFDT, sont opposées au mouvement des gilets jaunes ; les autres sont divisées quant à ce mouvement qui perturbe les lignes habituelles de la contestation (CGT, FO, Solidaires). De nombreux groupes sont à la recherche d'une expression politique du mouvement et d'une coordination. Ils s'impliquent dans le soutien au RIP/ADP, réfléchissent aux élections municipales.

- Le fait que nombre d'organisations affichent un intérêt sur les questions climatiques et environnementales, entre opportunisme et sincérité, entre "green-washing" et donc une volonté de jonction avec les jeunes manifestants les 20, 21 et 27 septembre.

- Mais le dossier majeur est bien-sûr celui du projet de réforme des retraites. Le mouvement des gilets jaunes a permis de freiner le calendrier de l'oligarchie qui nous gouverne. L'opinion publique est surtout méfiante et opposée au gouvernement. La bataille des idées va s'intensifier tandis que la stratégie du gouvernement pourrait conduire à faire voter une loi l'été 2020.

- Si ce n'est pas, loin s'en faut, ?la convergence des luttes? ni le grand soir cette agitation multiforme inquiète le gouvernement qui engage une stratégie de prudence. Macron appelle les élus à éviter tout excès d'arrogance car « plusieurs catégories de la population reste nerveuse ». De même pour la réforme des retraites on se hâte lentement car il ne faudrait pas que la contestation perturbe les élections municipales, cruciale pour l'implantation de LREM.

Mettre la pression sur le gouvernement et le patronat.

Les premières journées d'action qui ont lieu montrent une forte mobilisation, plutôt encourageante, dans la fonction publique. Chacun se mobilise pour défendre, qui son emploi, qui ses conditions de travail, qui ses conditions de vie et le bien commun. Tous ces combats en réalité ont un ennemi commun : le néolibéralisme. Tous ces coups portés aux services publics par les classes dominantes ont pour but de détruire et les ouvrir à la concurrence. Les restructurations d'entreprises pour faire plus de profit au bénéfice des actionnaires relèvent de la même logique au détriment des classes populaires et de l'environnement. L'Union européenne, mise en place par les multinationales avec la complicité active des ?partis de gouvernements? est une arme de destruction massive du bien public. Car c'est bien dans ce cadre contraint qu'ont été définies les réformes structurelles qui remettent en cause le modèle social français issu du Conseil national de la Résistance et que Macron, à la suite de Sarkozy, Hollande et leurs prédécesseurs depuis 1983, veut nous imposer. Aucune remise en cause de ces réformes n'est possible sans sortir du carcan supranational européen.

Dès maintenant les mobilisations doivent se renforcer pour :

- soutenir la lutte des services d'urgences et pour la défense de l'hôpital public.
- combattre la réforme des retraites. Il nous faut lutter pour maintenir en l'améliorant le système actuel. L'objectif de cette réforme n'est pas seulement de supprimer les régimes spéciaux pour plus ?d'équité?, mais d'imposer là tous un système à points dont on sait déjà qu'il sera plus défavorable que le système actuel. Pour percevoir une pension correcte, il faudra cotiser à un système privé, par capitalisation, avec tous les risques inhérents (se souvenir d'Enron) et bien sûr ne pourrons cotiser que ceux qui en auront les moyens. Les assureurs se frottent les mains, le rêve du Medef s'accomplit.
- réunir 4,7 millions de signatures pour soutenir le référendum d'initiative partagé contre la privatisation d'Aéroports de Paris, sans oublier de rappeler à cette occasion que les privatisations précédentes – La Poste, France-télécom, ont été effectuées sans demander son avis à la population. Obtenir ce référendum, c'est enfoncer un coin pour plus de démocratie.

Il est absolument nécessaire que la CGT, FO, Solidaires, FSU, etc., et des syndicats étudiants et lycéens décident d'une campagne résolument offensive conduisant à un vaste mouvement de grève la plus généralisée possible. Le lien avec le mouvement des gilets jaunes sera essentiel, ce qui nécessite que les directions syndicales revoient leur position à l'égard de ce mouvement populaire.

Une nouvelle rencontre intersyndicale des confédérations se tiendra fin septembre. Il faudra que chacune assume ses responsabilités.

- [Se connecter](#) ou [s'inscrire](#) pour poster un commentaire